



**Financer un million d'emplois verts  
c'est possible**

# Mon intervention le 28 août 2021 à l'atelier « Financer un million d'emplois verts c'est possible »

Cet atelier était animé par Alexandre Ouizille, président d'Hémisphère gauche et Chloé Ridel, directrice adjointe de l'Institut Rousseau, avec Patrick Kanner, ancien Ministre et président du groupe socialiste, écologiste et républicain au Sénat et Antonin Gregorio, directeur général de « Territoires zéro chômeurs de longue durée » (TZLD).

« Je suis ravie d'être aujourd'hui parmi vous pour parler de ce sujet crucial, qui l'est également aux Etats-Unis où je vis. Nous avons ici des experts et je vais pour ma part essayer de vous résumer la vision américaine sur le sujet. J'aborderai aussi rapidement le cas de nos voisins allemands et Cambodge. Notre réseau de Français de l'étranger experts et connaisseurs de leurs pays d'accueil sont de précieuses sources d'information sur terrain. Merci à Philippe Loiseau qui vit à Berlin et à Yvon Chalm de Phnom Penh de leurs apports à cette réflexion. »

## De quoi parle-t-on ?

On parle des emplois verts, c'est-à-dire **des emplois décents contribuant à préserver et développer un environnement de qualité** concernant tous les secteurs économiques : production, agriculture, industrie et services et des **nouveaux hybrides comme la bio-industrie et la bio-technologie**.

Il ne faut pas cacher que quel que soit le pays il y a une autre dimension qui intéresse les gouvernants c'est **le développement de l'activité éco et de de l'emploi**.

Il y a une troisième aspect essentiel qui est à traiter dans cette équation qui est celui de la **mutation des métiers traditionnels ou la création de métiers**. C'est une occasion de repenser leur attractivité individuelle en même temps que leur utilité sociale.

## Ces trois dimensions sont au cœur de notre débat et du débat américain.

Quel est le schéma de pensée ?

La lutte contre le changement climatique et la révolution énergétique sont un réservoir d'opportunités, une chance d'investir dans le futur, de créer des emplois, de nouveaux marchés, en somme une libération du potentiel américain.

Le Green new deal est né en 2018 et a permis de structurer le débat sur le climat. Trois ans plus tard, il est difficile de se figurer de manière précise, ce qu'on en sait c'est qu'on sait sur une vions de 174 Mds d'action verte dans un ensemble initial de 2200 Mds d'action publique, il restera entre 15 et 20 milliards.

Mais ce qui reste c'est la volonté initial de 10 millions d'emplois, portée par Joe Biden au moment de son élection.

Ces ambitions de campagnes qui étaient très fortes se réduisent à un vaste plan plus classique d'infrastructure. Ce qui est remarquable 1/ c'est bipartisan et 2/ on reste dans un cadre de défense de l'environnement et d'effort climatique.

Les principales décisions fixées par décret présidentiel :

- neutralité carbone d'ici 2025
- electricité net zero d'ici 2035

Ces plans se déploient vis-à-vis des populations les plus modestes. Il est également question de fabriquer le futur depuis les US et d'inventer les normes de demain. Un pilier important réside dans les infrastructures.

Le financement de ces investissements doit-il se faire en utilisant des capitaux privés incités à investir par des nouvelles notations financières ou par l'impôt. Biden lui-même dit refuser pour le moment d'augmenter les taxes sur les carburants, effrayé comme son prédécesseur par les GJ.

Pour le moment le projet bipartisan inclut un accélérateur vert de 27 Mds de USD. . Ce qui est sûr c'est que Biden a pour projet de combiner ce plan vert avec une nouvelle politique industrielle et une nouvelle diplomatie climatique.

Il est intéressant de constater que l'équilibre politique aujourd'hui rend incontournable le Sénat, en ce moment même sa commission énergie est en plein travail sur le sujet de la décarbonation de la société en réponse à la menace climatique et aux engagements internationaux.

On peut mettre toutes ces ambitions en rapport avec les mesures d'extension du Buy American act c'est-à-dire une vraie réflexion en termes de souveraineté industrielle.

## Un bref aperçu sur l'Allemagne...

Cette politique verte y prend racine dans les années 1950. Dès 2018 on a en Allemagne, environ 290 000 salariés dans les emplois verts qui évoluent fortement d'année en année, surtout dans l'industrie dans l'industrie manufacturière verte (ex : production de turbines à haut rendement énergétique pour la construction mécanique) et moins dans les services. L'emploi vert est global et diversifié. En 2019, pour lutter contre le réchauffement climatique, 100 Mds EUR d'ici 2030 ont été programmés dans ce pays.

## ...Et du Cambodge

Le Cambodge est considéré comme vulnérable car les problèmes climatiques sont inévitables et vont toucher les rendements des récoltes. Afin d'anticiper les problèmes d'irrigation et d'appauvrissement des sols, ce pays reçoit des aides du programme des Nations-Unies pour le développement (UNDP). Depuis la crise Covid, le gouvernement encourage les grandes holding à rebâtir l'économie du secteur agricole. L'augmentation des énergies renouvelables revient essentiellement à baisser sa dépendance au Vietnam (électricité de centrales à charbon) et renforcer le solaire et l'éolien. Alors que le rapport d'Hémisphère gauche « pour une garantie à l'emploi vert » identifie comment l'argent public peut être fléché vers les emplois de transition quitte à les subventionner car le calcul global est positif, au Cambodge le calcul des recettes d'impôt n'est pas aussi mécanique car il y a peu d'argent dans les caisses de l'Etat. Les bailleurs de fond internationaux assurent ces financements.

## Conclusion pour la France

- Il est indispensable d'avoir une notion large et diversifiée de la notion d'emplois verts
- la nature des investissements: origine publique ou comme l'envisage l'administration américaine des notations qui permettent d'orienter d'une manière plus déterminée l'investissement privé
- Il est intéressant de lier ces investissements verts avec une politique industrielle active qui ne soit pas des pompes à importations qui détruisent nos emplois ce qui n'enlève rien de réfléchir à des financements verts pour le reste du monde. »